



Jacques Bombal, 76 ans, dont le jardin devant faire face à de nouvelles éoliennes, a déclaré que de petites communautés étaient « agressées »

STÉPHANIE PARA VIA MAXPPP FOR THE TIMES

La France rurale se révolte contre la campagne de Macron pour les éoliennes

Constance Kampfner, Corrèze
Mercredi 29 mars 2023, 17h50 BST

Avec ses champs légèrement vallonnés, ses pâturages et ses châtaigniers, le département de la Corrèze, dans le centre de la France, a longtemps été une image de tranquillité. Pourtant, la paix est troublée par d'amères disputes qui ont suivi la volonté du président Macron d'accélérer le passage jusqu'à présent paresseux de la France vers les énergies renouvelables.

« Je me suis fait incendier une de mes granges avec mes vaches à l'intérieur. Je me suis brûlé le bras en essayant de les sortir mais j'en ai quand même perdu neuf. Plus tard, on m'a dit qu'il y avait eu des ingérences extérieures », raconte Jean-Luc Soustrot, 47 ans, éleveur de bétail du village de Saint-Pardoux-la-Croisille.

Jean-Luc Soustrot pense avoir été ciblé car, comme plusieurs autres agriculteurs de la région, il a accepté d'ériger un parc éolien sur ses terres.



Cathy Donnedevie, éleveuse de bétail, mène campagne pour sauver les douces collines corréziennes des parcs éoliens

STÉPHANIE PARA VIA MAXPPP FOR THE TIMES

Les promoteurs venus frapper à sa porte lui avaient proposé de lui verser plusieurs milliers d'euros par an en échange du bail. Pour Jean-Luc Soustrot, qui avait de plus en plus de mal à gagner sa vie avec des subventions en baisse, le revenu garanti était une proposition attrayante. D'autres, cependant, ont adopté un point de vue différent. « Les gens qui souscrivent à cela ne réalisent pas l'impact que ces monstruosité de 200 mètres vont avoir sur les autres », a déclaré Marie-Jo Pailleau, 67 ans, une habitante de Champagnac-la-Prune, à proximité de l'endroit où se trouvent quatre autres turbines qui sont en projet d'installation.

« Il n'y aurait pas moyen de leur échapper, où que vous soyez. Ils y voient juste de l'argent facile, mais c'est notre héritage qu'ils attaquent. »



Jacques Bombal et Marie-Jo Pailleau, 67 ans, ont déclaré que le patrimoine de la région était attaqué
STEPHANIE PARA/MAXPPP FOR THE TIMES



Marie-Jo Pailleau fait partie d'un collectif d'habitants qui ont passé la dernière décennie à se battre dans les mairies et les tribunaux pour bloquer des projets comme ceux-ci.

La Corrèze est un endroit discret, même s'il a produit trois papes et a été la pépinière politique de deux présidents, Jacques Chirac et François Hollande. Avec une petite population répartie sur des collines, des forêts et de petites parcelles de terres agricoles, cette partie de « la France profonde » est normalement relativement privée. « Tout le monde sait quelle famille était de quel côté pendant la guerre, mais vous ne le mentionneriez jamais », a déclaré Marie-Jo Pailleau.

Cette question, cependant, est devenue personnelle. Les habitants parlent des éoliennes comme d'un fléau qui balaie la région et admettent se sentir pris d'un sentiment de paranoïa, ne sachant pas où le prochain développement va être proposé.



Jean-Luc Soustrot, 47 ans, éleveur de bétail du village de Saint-Pardoux-la-Croisille, estime que sa ferme a été visée par des projets de parcs éoliens

STEPHANIE PARA/MAXPPP FOR THE TIMES

Jusqu'à récemment, leurs efforts pour bloquer ces projets avaient largement été couronnés de succès. Mais les vents changent. La France est en retard dans son développement des énergies renouvelables, ayant trop longtemps reposé sur son parc nucléaire vieillissant. En 2020, les énergies renouvelables représentaient 19,1 % de la consommation totale du pays, en dessous de l'objectif de 23 % qu'il s'était fixé, proportion plus faible qu'ailleurs en Europe. Le taux de renouvelables de la Grande-Bretagne, par exemple, se situe autour de 40 %.

Le président Macron a promis d'aller "deux fois plus vite" sur l'éolien et le solaire. Cette année, le parlement français a adopté une nouvelle loi pour accélérer leur développement en allégeant les procédures administratives et en supprimant le

droit de veto des maires locaux sur les projets. Les préfets, représentants de l'État au niveau départemental, auront plutôt le dernier mot.



La France s'est traditionnellement fortement appuyée sur son parc nucléaire, mais le président Macron a promis d'aller « deux fois plus vite » sur l'éolien et le solaire

GETTY IMAGES

Le nouveau préfet, Étienne Desplanques, a récemment autorisé deux parcs éoliens dans le nord de la Corrèze et est déterminé à en construire d'autres. « Contrairement à d'autres départements de la région, la Corrèze a très peu d'éoliennes », a-t-il déclaré au Times. En vertu de la nouvelle loi, a-t-il souligné, les promoteurs devront investir dans les communautés locales en compensation des perturbations.

Les habitants qui sont contre les turbines regardent avec envie outre-Manche, où des règles de planification strictes ont entraîné une interdiction de facto de l'éolien terrestre depuis 2015. Seules deux turbines terrestres ont été construites en Angleterre l'année dernière.

Ces résidents brandissent une gamme d'objections. Ils s'inquiètent de l'impact sur les prix des logements et sur le tourisme. Mais ils s'inquiètent également des effets que

les pales, les lumières clignotantes et les tonnes de béton auraient sur la biodiversité, sur les cerfs-volants, les chauves-souris et les grenouilles des environs.

Leur argument de base, cependant, repose sur le fait qu'il s'agit d'une région de France avec des vents relativement faibles. « Nous avons déjà cinq barrages qui exportent de l'énergie vers le reste de la France et nous produisons suffisamment d'énergie pour être presque autosuffisants », a déclaré Jacques Bombal, 76 ans, dont le jardin de devant ferait face aux turbines prévues dans les collines au-dessus de Champagnac-la-Prune. « Pourquoi essaient-ils d'installer des éoliennes là où il n'y a pas de vent ? C'est attaquer les petites communautés à la fin pour des cacahuètes. »

Cela n'a aucun poids avec Desplanques. « Connaissez-vous beaucoup d'endroits où il n'y a pas de vent à 200 mètres ? » a-t-il demandé. « Ce sont des entreprises privées qui installent les turbines, donc s'il n'y a pas de vent, il n'y a pas d'argent. »



De nombreuses éoliennes françaises ont été installées dans des régions comme la Bretagne, où les vitesses de vent ont tendance à être plus élevées

GETTY IMAGES

Le développement sur les terres de Jean-Luc Soustrot a été abandonné, ayant perdu le soutien de la communauté. Il dit que les propriétaires de résidences secondaires –

ou des personnes comme Marie-Jo Pailleau et Jacques Bombal ayant des liens familiaux avec la région mais qui ont passé une grande partie de leur vie dans les grandes villes – sont souvent ceux qui crient le plus fort pour bloquer les turbines.

Cathy Donnedevie, une éleveuse de bétail qui mène la résistance contre les parcs éoliens, rejette l'idée qu'il s'agisse d'une question de classe, ou qu'il s'agisse de « nimby » - un terme anglais qui s'est répandu dans cette partie de la France.

« Je réponds tous les jours aux appels de personnes que je ne connais pas et qui sont loin en Corrèze », raconte-t-elle. "Je ne me bats pas pour moi, mais pour tout le département."